

LA MISE AU POINT D'UNE PILULE METTANT
FIN À LA GROSSESSE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Ed. Schreyer (Springfield): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Justice. Étant donné que, selon des nouvelles dignes de foi, la science médicale aurait réussi à mettre au point une pilule permettant de mettre fin à une grossesse, le ministre de la Justice nous dirait-il si ses fonctionnaires enquêtent pour établir si la vente de cette pilule enfreindra de quelque façon les dispositions du Code criminel?

M. l'Orateur: A l'ordre. A mon sens, cette question non plus n'est pas très urgente. Je conseillerais au député de l'inscrire au *Feuilleton*.

QUESTION POSÉE AU CABINET

A l'appel de l'ordre du jour.

M. W. H. A. Thomas (Middlesex-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au premier ministre. J'aimerais lui demander si on a pris officiellement connaissance de l'arrivée d'un satellite russe sur la planète Vénus.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA DIFFUSION PAR CUBA D'ÉMISSIONS SUB-
VERSIVES À L'INTENTION DES QUÉBÉCOIS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. L. R. Sherman (Winnipeg-Sud): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Elle a trait aux deux entretiens ou du moins à l'entretien qui a eu lieu ce matin entre le ministre et le chargé d'affaires de Cuba, et à l'allégation faite à la Chambre au début de la semaine au sujet d'émissions cubaines dirigées vers le Canada. Le ministre pourrait-il informer la Chambre du résultat de cet entretien?

L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Une enquête a été entreprise immédiatement après que le député de Red-Deer m'eut signalé cette question. Entre-temps, un fonctionnaire de l'ambassade de Cuba m'a dit ce matin que son ministre à la Havane lui a téléphoné pour démentir cette nouvelle.

[M. l'Orateur.]

L'IMMIGRATION

L'OPPORTUNITÉ D'UNE DÉCLARATION DE
PRINCIPE SUR L'ENTRÉE D'HANDICAPÉS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Ed. Schreyer (Springfield): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration et concerne sa déclaration, faite la semaine dernière et répétée plusieurs fois à l'extérieur, où il a publiquement exposé sa conviction que la loi sur l'immigration devrait être modifiée de manière à permettre l'entrée au Canada des familles dont certaines personnes sont handicapées. Le ministre pourrait-il donner des précisions?

M. l'Orateur: A l'ordre. Le Règlement interdit de demander à un ministre de préciser, à l'intention de la Chambre, une déclaration faite au dehors.

M. Schreyer: Monsieur l'Orateur, permettez-moi de reformuler ma question. Le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration peut-il nous dire si la Chambre a l'intention de présenter une mesure législative tendant à permettre l'immigration au Canada de familles dont certains membres sont handicapés?

L'hon. Jean Marchand (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): J'espère qu'au début de l'an prochain nous pourrions modifier la loi sur l'immigration de façon à permettre la mise en œuvre de la politique que j'ai mentionnée.

LES TRANSPORTS

LA CHAUSSÉE DE L'ÎLE DU PRINCE-ÉDOUARD
ET L'AMÉNAGEMENT DE RAILS

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. G. J. McIlraith (ministre des Travaux publics): Monsieur l'Orateur, comme en fait foi la page 3230 du *hansard*, le député de Queens a demandé hier si, dans la révision des plans pour la chaussée du détroit de Northumberland, on avait décidé que l'ouvrage n'aurait pas de rails.

J'ai informé la Chambre, il y a quelque temps, que les fonctionnaires du ministère des Travaux publics et les ingénieurs-conseils revisaient les plans et les modalités du contrat pour la construction de la chaussée de Northumberland. La révision vise entre autres la question du coût de l'ouvrage, avec ou sans rails. L'étude se poursuit. Je dois donc répondre non à la question du député.